



Rouler ou manger, il faut choisir !

Et si les Agriculteurs....

« Les prix flambent : la faim menace 37 pays », titre **Ouest-France** ce 14 avril !

« **Un Tsunami économique et humanitaire en Afrique se prépare** », tels sont les termes utilisés par Louis Michel, Commissaire Européen au développement.

« **Crise alimentaire: la Banque mondiale sonne l'alarme** » : son comité pour le développement lance un appel d'urgence pour éviter un appauvrissement supplémentaire de millions de personnes.

Le monde se dirige "**vers une très longue période d'émeutes**" et de conflits liés à la hausse des prix et à la pénurie des denrées alimentaires, estime pour sa part Jean Ziegler, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, dans un entretien à Libération. "**On va vers une très longue période d'émeutes, de conflits, des vagues de déstabilisation régionale incontrôlable, marquée au fer rouge du désespoir des populations les plus vulnérables**", déclare-t-il au quotidien français. "**Avant la flambée des prix déjà (...) 854 millions de personnes étaient gravement sous-alimentées. C'est une hécatombe annoncée**".

« **La hausse des prix alimentaires pourrait avoir de terribles conséquences pour la planète entière si rien n'est fait pour l'endiguer** », a renchéri à Washington Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du Fonds monétaire international.

L'ONG Internationale Initiatives et Changement, consciente depuis longtemps de ces risques potentiels, réunissait en Novembre 2007 à Angers des agriculteurs venant de 18 pays du monde entier. L'objectif était de leur permettre de réfléchir par eux-mêmes aux défis auxquels ils sont confrontés dans leur fonctionnement quotidien et dans leurs perspectives d'avenir : quel type de développement agricole privilégier, comment concilier celui-ci avec le besoin de nourrir toute l'humanité, de préserver l'environnement et de survivre dans une économie mondialisée ?

« L'exception agri-culturelle »

Une table ronde mettait en scène l'Américain Troy Roush, à la tête d'une exploitation de 2200 hectares dans l'Indiana, l'Indien Shailendra Mahato et son épouse qui cultivent 8 hectares et George Kamau qui vit sur 1/2 hectare au Kenya.

A la question de la survie d'une agriculture aussi contrastée et confrontée aux règles du marché libéral, Troy, vice-président de l'association des producteurs de maïs, fit cette réponse, inattendue venant d'un Américain: *Nous devons respecter les manières de vivre de chaque pays du monde, la nourriture fait partie de la culture de chaque pays. L'agriculture ne peut être gérée par les règles de l'OMC.*

Shailendra nous paraissait, dans sa fragilité, naviguer sur d'autres eaux. Il nous parlait de son combat contre le rachat forcé et imposé par des industriels qui veulent développer sur leurs terres une culture intensive sur le modèle international ou des grosses usines, sans se préoccuper de l'avenir des paysans poussés au départ et à la misère ni des richesses de la structure sociale actuelle dans les campagnes.

Autre réalité : avec une surface agricole de moitié, l'Europe produit pourtant 1 fois et demie la valeur de la production américaine. Il y a donc bien d'autres modèles économiques agricoles possibles que celui des USA.

Christophe Réveillère, agriculteur en GAEC et Président des Jeunes Agriculteurs du Maine et Loire, nous disait que son syndicat, lors des assises nationales, avait réclamé la création d'une organisation mondiale de l'agriculture séparée de l'OMC, qui "respecterait une ouverture, mais dans des espaces économiques homogènes". Il préconisait le rapprochement avec la FAO pour que le devoir de nourrir se substitue à l'optimisation du commerce sur les produits agricoles.

M. Le Foll, député européen, spécialiste de l'agriculture au parti socialiste et au Parlement européen, partageait la vision d'une régionalisation du commerce agricole, mais à l'inverse, ne souhaitait pas son retrait de l'OMC. Il préférerait qu'on ajoute aux discussions sur les seuls droits de douane des critères portant sur la question sociale, les enjeux culturels et l'environnement.

« Rouler ou manger »

Le débat a abordé ensuite le thème : produire du biocarburant ou de la nourriture ? Pour l'américain Troy qui cultive du maïs destiné à la production énergétique, c'est un moyen de réguler naturellement le prix des céréales sans avoir besoin de donner des subsides. On gère la rareté et les prix montent. Peut-on prendre le risque de ne plus nourrir suffisamment le monde? Si l'augmentation du prix de la nourriture est acceptable par certains, elle ne l'est pas pour tous. Qui va appliquer cette régulation (et comment) à l'échelon de la planète? Pour la tendance libérale, c'est le marché. Mais celui-ci n'anticipe pas, au risque d'attendre la première famine pour réagir? Une telle régulation, n'est-ce pas trop complexe? D'où l'idée d'une régionalisation des marchés agricoles où chaque région puisse assurer la couverture de ses besoins alimentaires majeurs.



En écho à ce débat, et face aux urgences actuelles, Jacques Diouf, directeur de la FAO, affirme : « **On parle beaucoup en ce moment des droits de l'homme... Avec une vraie urgence alimentaire dans 37 pays, je suis surpris de ne pas être convoqué d'urgence au Conseil de sécurité à New York, tant la hausse du prix des céréales a un impact sur la sécurité des peuples et sur les droits de l'homme, notamment des plus pauvres... Je ne vois pas de raisons objectives à des diminutions de prix... Une telle ponction (100 millions de tonnes de céréales utilisées pour les biocarburants par an) invite à peser les avantages et les inconvénients de produire de l'énergie à partir de l'agriculture.** »

La ministre française de l'Economie Christine Lagarde pense que c'est en grande partie la crise financière qui encourage les investisseurs à investir sur les marchés de matières premières, entraînant la flambée des prix de l'alimentation. La production alimentaire peut-elle devenir le jouet d'intérêts purement financiers totalement déconnectés des enjeux essentiels que sont les besoins de l'humanité et de la protection de la planète ?

« L'agriculture, support majeur du développement et de la paix »

On peut vivre sans voiture ou sans ordinateur, voire sans électricité, mais pas sans alimentation ni eau potable ! D'ailleurs, c'est le lot de la majorité des habitants de notre Terre.

L'activité agricole n'est pas délocalisable. C'est un élément en plus pour lui donner un traitement spécifique dans l'économie actuelle. Est-il normal que les agriculteurs, dont l'activité est essentielle pour l'humanité, aient autant de difficultés à vivre, voire survivre, de leur travail ? Le taux de suicide dans le monde agricole, dont personne ne parle, n'est-il pas un signe du grave malaise des agriculteurs ?

Quand la société s'émeut à juste titre des problèmes environnementaux, de la famine, du sous-développement et de la pauvreté qui sévissent dans de nombreuses régions du monde, elle oublie souvent que ce sont les agriculteurs qui supportent en priorité les difficultés (pauvreté et famine, marchés non rémunérateurs, pressions du secteur agro-industriel, ...) mais qu'ils sont aussi les acteurs privilégiés et incontournables pour apporter des solutions sur le terrain.

Celles-ci ne sont pas simples, mais elles n'auront aucune valeur si elles oublient la réalité vécue par des millions d'êtres humains menacés par la famine, la pauvreté, les guerres, l'exploitation par les grandes forces économiques.

« Les Agriculteurs relèvent le défi »

La rencontre de La Pommeraye a montré que les agriculteurs venant de situations très diverses peuvent apporter des réflexions et des solutions en échangeant entre eux et avec les responsables politiques et économiques. Bien sûr, ceux-ci devront faire leur travail, mais ils seraient bien prétentieux de croire qu'ils peuvent le faire sans les agriculteurs. Ceux-ci sont prêts à relever le défi, localement, régionalement et au niveau international !

Ce type de rencontres internationales est peut-être trop rare. L'Association Initiatives et Changement est prête à apporter son concours, son réseau et son expérience pour stimuler les réflexions et échanges avec les agriculteurs !

« **On ne peut pas parler de politique agricole sans regarder le monde** » disait Michel Barnier, ministre de l'Agriculture, lors des premières rencontres de la Maison de l'Europe à Rennes. Mais peut-on en parler sans les agriculteurs ?

Christiane Lambert, agricultrice dans le Maine-et-Loire, vice-présidente de la FNSEA et partenaire de la rencontre internationale d'Agriculteurs de novembre 2007, voit dans les retournements actuels de conjoncture un effet bénéfique pour ses collègues :

« Le rôle des agriculteurs producteurs redevient central. »

Claude Bourdin
Dialogue entre agriculteurs
21 avril 2008